

Georges Martyn

Universiteit Gent

overdruk / tiré à part

“Normes”

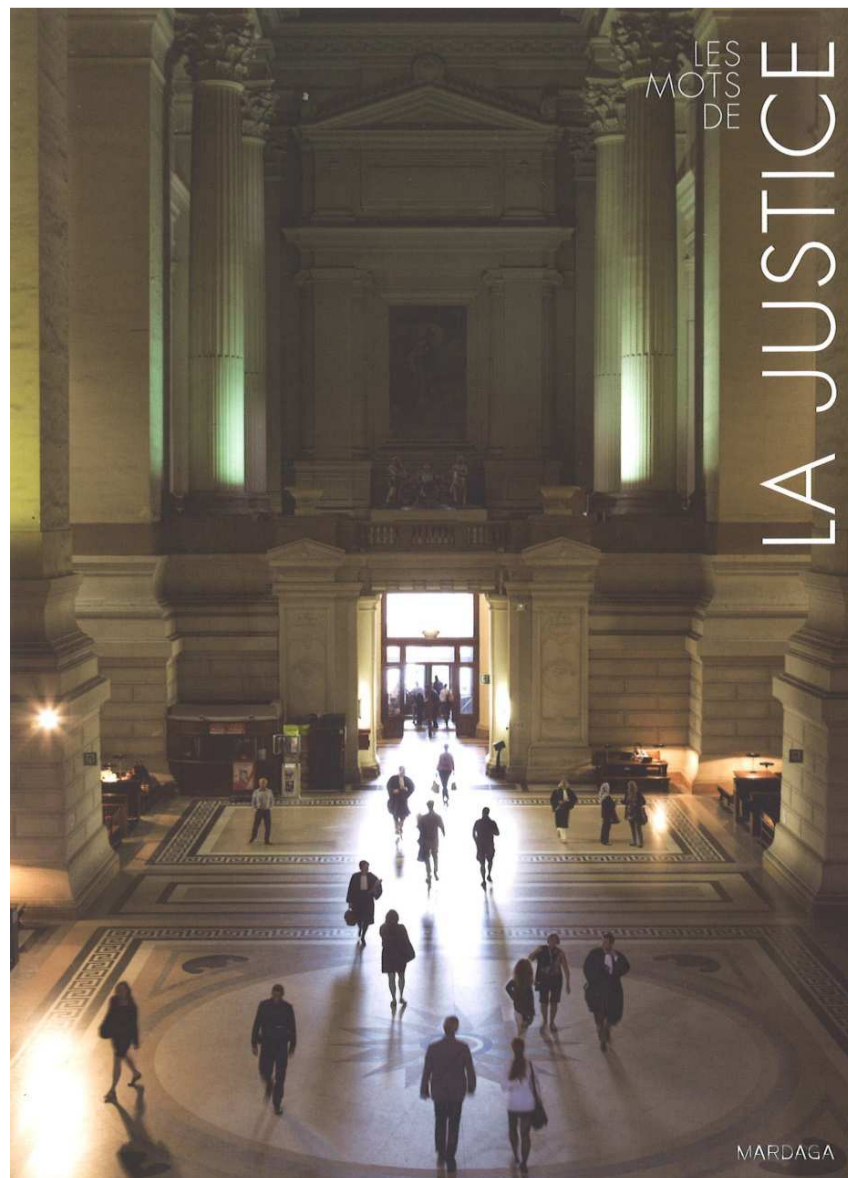
in:

Aude HENDRICK, Aude MUSIN, Xavier ROUSSEAU & Nathalie TOUSIGNANT (eds.),

Les Mots de la Justice

Brussel, Éditions Mardaga, 2017, 26-27

ISBN 978-2-8047-0395-0



« Nul n'est censé ignorer la loi » est l'un des principes juridiques de base. Une nécessité qui s'apparente à une fiction.

Les pouvoirs publics partent du principe que tout citoyen est au fait de ses devoirs et de ses obligations. Celui à qui il est reproché de n'avoir pas respecté une norme juridique ne peut jamais invoquer qu'il « ne savait pas ». Certes, il existe des règles, telles que « tu ne tueras point », qu'en effet nul n'ignore. Mais en est-il de même des dizaines de milliers de dispositions qui régissent le droit fiscal ou le droit social ? C'est la raison pour laquelle cette proposition initiale est, au-delà d'une nécessité, un mensonge, une « fiction juridique ».

Même le plus éminent des juristes est dans l'impossibilité de connaître toutes les normes juridiques. Par ailleurs, les nouvelles normes ne sont contraignantes que lorsqu'elles ont été publiées. Cette publication officielle emprunte plusieurs canaux, dont le plus connu est le *Moniteur Belge*. En principe, les nouvelles dispositions fédérales, communautaires et régionales entrent en vigueur dix jours après leur publication au *Moniteur*. Depuis 2003, cet organe officiel utilise exclusivement le format numérique – il est ainsi consultable par chacun... même s'il est peu vraisemblable que quiconque lise encore quotidiennement ce « journal » officiel, lequel compte actuellement quelque 100.000 pages par an. Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, le *Moniteur belge* paraissait encore sous format papier et le citoyen pouvait en demander un exemplaire dans les bibliothèques, les maisons communales, les greffes, etc. Du fait de cette disponibilité limitée et du taux élevé d'analphabétisme qui régnait encore au XIX^e siècle, lorsque le *Moniteur* a vu le jour, on peut affirmer sans crainte de se tromper que la connaissance de la loi par chacun était bel et bien une fiction. Les autorités ne l'ignoraient cependant pas. Dès lors, les règles que la population devait « réellement » connaître pour des raisons de sécurité ou de santé publique, notamment, faisaient l'objet d'un mode de publication particulier. On s'est basé pour ce faire sur une tradition remontant à l'Ancien Régime, où les nouvelles lois étaient portées à la connaissance de la population au moyen de la criée. En ville, la criée était organisée depuis un pignon ou une fenêtre de l'hôtel de ville, tandis que dans les villages, elle se faisait généralement sur le parvis de l'église, où était également placardée une version écrite de l'annonce.

En ce qui concerne les règlements communaux, l'affichage est toujours utilisé comme voie officielle de publication, alors que la criée a été abandonnée à la moitié du XX^e siècle (aux termes de la loi communale de 1836, un arrêté entrait en vigueur cinq jours après la criée et l'affichage). En maints endroits, un petit

promontoire était d'ailleurs prévu pour ces communications publiques. Dans les campagnes, le crieur n'était autre que le garde champêtre. Nombre de communes ont conservé leur pignon ou leur promontoire dévolu à la criée. On les trouve généralement près de la maison communale (ou de l'auberge qui abritait les séances du conseil communal) ou, plus traditionnellement, près de l'église. Le lieu réservé à la criée peut être plus ou moins sophistiqué et porter des noms différents selon l'endroit. Parfois simple promontoire en pierre bleue, parfois authentique construction, pourvue ou non d'un toit.



NORMES

26 UNE JUSTICE DÉMOCRATIQUE

« Nul n'est censé ignorer la loi » est l'un des principes juridiques de base. Une nécessité qui s'apparente à une fiction.

Les pouvoirs publics partent du principe que tout citoyen est au fait de ses devoirs et de ses obligations. Celui à qui il est reproché de n'avoir pas respecté une norme juridique ne peut jamais invoquer qu'il « ne savait pas ». Certes, il existe des règles, telles que « tu ne tueras point », qu'en effet nul n'ignore. Mais en est-il de même des dizaines de milliers de dispositions qui régissent le droit fiscal ou le droit social ? C'est la raison pour laquelle cette proposition initiale est, au-delà d'une nécessité, un mensonge, une « fiction » juridique. Même le plus éminent des juristes est dans l'impossibilité de connaître toutes les normes juridiques.

Par ailleurs, les nouvelles normes ne sont contraignantes que lorsqu'elles ont été publiées. Cette publication officielle emprunte plusieurs canaux, dont le plus connu est le *Moniteur belge*. En principe, les nouvelles dispositions fédérales, communautaires et régionales entrent en vigueur dix jours après leur publication au *Moniteur*. Depuis 2003, cet organe officiel utilise exclusivement le format numérique – il est ainsi consultable par chacun... même s'il est peu vraisemblable que quiconque lise encore quotidiennement ce « journal » officiel, lequel compte actuellement quelque 100 000 pages par an. Jusqu'à la fin du XX^e siècle, le *Moniteur belge* paraissait

Le lieu qui accueillait le crieur public à Elversele (Temse) est une construction comportant un appentis et une balustrade. Le crieur lisait les avis à la population, mais conduisait également les ventes aux enchères.

sait encore sous format papier et le citoyen pouvait en demander un exemplaire dans les bibliothèques, les maisons communales, les greffes, etc. Du fait de cette disponibilité limitée et du taux élevé d'analphabétisme qui régnait encore au XIX^e siècle, lorsque le *Moniteur* a vu le jour, on peut affirmer sans crainte de se tromper que la connaissance de la loi par chacun était bel et bien une fiction. Les autorités ne l'ignoraient cependant pas. Dès lors, les règles que la population devait « réellement » connaître pour des raisons de sécurité ou de santé publique, notamment, faisaient l'objet d'un mode de publication particulier. On s'est basé pour ce faire sur une tradition remontant à l'Ancien Régime, où les nouvelles lois étaient portées à la connaissance de la population au moyen de la criée. En ville, la criée était organisée depuis un pignon ou une fenêtre de l'hôtel de ville, tandis que dans les villages, elle se faisait généralement sur le parvis de l'église, où était également placardée une version écrite de l'annonce.

En ce qui concerne les règlements communaux, l'affichage est toujours utilisé comme voie officielle de publication, alors que la criée a été abandonnée à la moitié du XX^e siècle (aux termes de la loi communale de 1836, un arrêté entrait en vigueur cinq jours après la criée et l'affichage). En maints endroits, un petit promontoire était d'ailleurs prévu pour ces communications publiques. Dans les campagnes, le crieur n'était autre que le garde champêtre. Nombre de communes ont conservé leur pignon ou leur promontoire dévolu à la criée. On les trouve généralement près de la maison communale (ou de l'auberge qui abritait les séances du conseil communal) ou, plus traditionnellement, près de l'église. Le lieu réservé à la criée peut être plus ou moins sophistiqué et porter des noms différents selon l'endroit. Parfois simple promontoire en pierre bleue, parfois authentique construction, pourvue ou non d'un toit.

Le lieu qui accueillait le crieur public à Elversele (Temse) est une construction comportant un appentis et une balustrade. Le crieur lisait les avis à la population, mais conduisait également les ventes aux enchères.

© Georges Martyn

MARDAGA

Maquette : [nor]production – www.norproduction.eu

Illustration de couverture : © Laure Geerts

Traductrice : Françoise Rasquin

© 2017 Éditions Mardaga

Rue du Collège 27

B-1050 Bruxelles (Belgique)

www.editionsmardaga.com

ISBN 978-2-8047-0395-0

Dépôt légal : D.2017-0024-2

Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, du présent ouvrage est strictement interdite.

TABLE DES MATIÈRES

	PRÉFACE – Aude Hendrick, Aude Musin, Xavier Rousseaux et Nathalie Tousignant	7
1	UNE JUSTICE DÉMOCRATIQUE	
	Introduction : Serge Dauchy	10
	Indépendance – Françoise Muller	12
	Impartialité – Thierry Marchandise	14
	Transparence – John Pitseys	16
	Accessibilité – Aude Lejeune	18
	Territorialité – Marc Metdepenningen	20
	Héritages – Emmanuel Berger	22
	Libertés – Stefan Huygebaert	24
	Normes – Georges Martyn	26
	Jurisprudence – Julie Colemans	28
	Doctrine – Dirk Heirbaut	30
	Dossier : Droits de l'homme – Pierre-Olivier de Broux	32
2	LES ACTEURS	
	Introduction : Christophe Dubois	36
	Réseaux – Marloes Callens	38
	Juge – David Delvaux	40
	Parquet – Aude Hendrick et Françoise Muller	42
	Avocat – Jérôme de Brouwer	44
	Police – Jonas Campion, Margo De Koster et Els Enhus	46
	Greffier – Valentine Mahieu	48
	Huissier – Olivia Nederlandt	50
	Bourgmestre – Tom Bauwens	52
	Expert – Romain Parmentier	54
	Expert 2.0 – Bertrand Renard	56
	Victime – Christophe Dubois et Daniel Martin	58
	Prévenu – Helen Grevers	60
	Juré – Marie Vandersanden	62
	Témoin – Marc Metdepenningen	64
	Assistant de justice – Alexia Jonckheere	66
	Jeune – Ilse Luyten	68
	Opinion publique – Marc Metdepenningen	70
	Dossier : Acteurs de l'ombre – Aude Hendrick, Valentine Mahieu, Salim Megherbi et Aude Musin	72
3	PARCOURS & PROCÉDURES	
	Introduction : Margo De Koster	76
	Prévention – Tom Bauwens	78
	Insécurité – Anneke Evenepoel	80
	Sécurité – Alice Croquet	82
	Ordre public – Alice Croquet et Tom Bauwens	84
	Plainte – Christophe Martens	86
	Dénonciation – Gertjan Leenders	88
	Enquête et méthodes – Bertrand Renard	90
	Preuves – Amandine De Burchgraeve	92
	Dossier – Veerle Massin	94
	Inculpation – Pauline Derestiat	96
	Défense – Georges Martyn	98
	Verdict – Diane Bernard	100
	Dossier : Temps judiciaire – Christophe Mincke	102
4	ACTES & CONSÉQUENCES	
	Introduction : Tom Bauwens et Els Enhus	106
	SAC – Tom Bauwens	108
	Correctionnalisation – Christine Guillaïn	110
	Justice restauratrice – Christophe Dubois	112
	Médiation – Christophe Mincke	114
	Crime – Isabelle Ravier	116
	Peine de prison – Salim Megherbi	118
	Surveillance électronique – Kristel Beyens	120
	Peines alternatives – Yves Cartuyvels	122
	Libération conditionnelle – Joséphine Bastard	124
	Récidive – Thibaut Slingeneer	126
	Réinsertion – Joséphine Bastard	128
	Dossier : Expériences carcérales – Salim Megherbi et Delphine Picon	130
5	TEMPS FORTS & RÉFORMES	
	Introduction : Xavier Rousseaux	134
	Occupation/Première Guerre mondiale – Mélanie Bost	136
	Occupation/Deuxième Guerre mondiale – Jan Julia Zurné	138
	Répression de la collaboration – Lawrence Van Haecke	140
	Magistrats en uniforme – Xavier Rousseaux	142
	Langues – Françoise Muller	144
	Internationalisation – Thomas Graditzky	146
	Féminisation – Eva Schandevyl	148
	Abolition de la peine de mort – Jérôme de Brouwer	150
	Marche blanche – Xavier Rousseaux	152
	Modernisation – Frédéric Schoenaers	154
	Compétence universelle – Ornella Rovetta	156
	Européanisation – Pierre-Olivier de Broux	158
	Justice de classe – Kristel Beyens	160
	Crise sécuritaire – Els Enhus et Pieter Leloup	162
	Dossier : Congo – Valentine Dewulf, Amandine Dumont, Benoît Henriët, Stefan Huygebaert, Enika Ngongo et Bérengère Piret	164
6	REPRÉSENTATIONS	
	Introduction : Christophe Mincke	168
	Architecture – Gaëlle Dubois	170
	Symboles – Stefan Huygebaert	172
	Langage – Jérôme de Brouwer	174
	Revues – Nathalie Tousignant et Sebastiaan Vandenbogaerde	176
	Caméra – Bénédicte Rochet	178
	Médiatisation – Marloes Callens et Lucie Castaigne	180
	Chiffres du crime – Frédéric Vesentini	182
	Confiance – Jolien Vanschoenwinkel	184
	Fictions – Olivier Corten	186
	Vérité – Bertrand Renard	188
	Art – Stefan Huygebaert	190
	Dossier : Le Palais de justice de Bruxelles – Aude Hendrick, Stefan Huygebaert et Aude Musin	192
	BIBLIOGRAPHIE	197
	LISTE DES CONTRIBUTEURS	199

Promouvoir une recherche pluridisciplinaire sur la justice belge, telle était l'ambition d'un groupe de chercheurs provenant de différentes universités et institutions de recherche du pays. Tout a démarré avec une *Histoire sociopolitique de la justice en Belgique* en 2004, constituant un premier tour d'horizon des connaissances. Grâce au financement de la politique scientifique fédérale (BELSPO), un réseau regroupant les Universités de Gand, de Louvain-la-Neuve et de Saint-Louis, le Cegesoma et les Archives de l'État ainsi que deux partenaires européens, la VU Amsterdam et l'Université Lille 3, a travaillé pendant cinq années sur les relations entre justice et société depuis la fondation de l'État belge.

Le succès de l'entreprise a amené le groupe initial à s'élargir à d'autres universités (Vrije Universiteit Brussel, Katholieke Universiteit Leuven, Université libre de Bruxelles, Université de Liège, Université de Namur) et institutions fédérales (École royale militaire) comme à de nouveaux partenaires européens (Centre de recherche sociologique sur le droit et les institutions pénales à Paris, Humboldt-Universität Berlin, Centre d'histoire judiciaire Lille 2) pour un projet plus ambitieux encore, s'attachant aux relations entre justice et populations.

Après dix ans de travail, le réseau s'est étoffé et a développé le tour d'horizon en une *Encyclopédie historique de la justice belge* en 2015. À côté de cette présentation destinée à des spécialistes, il est apparu utile de communiquer aux publics intéressés une version attractive des questions abordées par les chercheurs autour d'un pilier de notre démocratie.

Certes, la recherche est toujours en cours. Si certains secteurs ont été bien défrichés – les origines de la justice belge, les structures des appareils policiers, judiciaires et pénaux comme les hommes qui les composent, les attentes et les pratiques pénales, ainsi que certaines évolutions sociales ou périodes de troubles comme les temps de guerre –, d'autres restent à peine explorés. Les influences de la justice belge dans les colonies, la justice administrative, civile ou commerciale, certaines professions de justice, les cours supérieures, la crise judiciaire et pénitentiaire, la globalisation de la justice continuent à mobiliser chercheurs et praticiens.

Les membres du réseau n'ont pas voulu attendre pour livrer le fruit de leurs travaux à celles et ceux qui se sentent concernés par un bon usage de la justice.

La réalisation de ce livre a été guidée par le désir de faire découvrir au grand public les résultats de dix années de recherches sur le monde de la justice, dans les domaines complémentaires que sont l'histoire, la criminologie, la sociologie et le droit.

Plus qu'un ouvrage collectif, ce livre a été conçu selon une approche collaborative. Des ateliers participatifs entre chercheurs ont permis de faire émerger la structure générale de l'ouvrage, née d'échanges constructifs entre les différents contributeurs. Ces échanges ont aussi favorisé l'émergence de collaborations interdisciplinaires et intercommunautaires. Ainsi, plusieurs articles ont été écrits à plusieurs mains, unissant des savoirs et des points de vue complémentaires.

Ce sont non moins de 70 auteurs qui ont pris la plume pour présenter succinctement un volet de leurs recherches et mieux faire connaître la justice aux justiciables. Au réseau de chercheurs initial sont venus s'ajouter d'autres chercheurs ou praticiens, associés de près ou de loin au projet et partageant cette même volonté de diffuser leurs connaissances. Un comité de pilotage composé de plusieurs experts a participé activement à la relecture des textes, en vue de les rendre accessibles à tous, sans toutefois rien céder à la rigueur scientifique.

Un soin tout particulier a été accordé au choix des images destinées à entrer en dialogue avec les textes, afin de mettre en lumière la diversité des acteurs et des lieux de justice belges. Le patrimoine judiciaire, qu'il soit archivistique ou monumental, est encore largement méconnu et méritait d'être davantage valorisé.

Les éditeurs et les auteurs espèrent ainsi que, grâce à leur travail, le lecteur redécouvrira la justice belge dans ses multiples composantes. La collection « Les mots de... » s'imposait pour mettre en valeur ce kaléidoscope judiciaire. La mise en page claire et agréable permet au lecteur de « picorer » l'information grâce à plusieurs niveaux de texte : des chapitres, des dossiers thématiques, de nombreuses illustrations légendées, des anecdotes encadrées et, bien entendu, des mots à explorer. Les mots renvoient en outre les uns aux autres, pour permettre une lecture transversale.

Aude Hendrick, Aude Musin, Xavier Rousseaux
et Nathalie Tousignant

Pôle d'Attraction interuniversitaire « Justice & Populations »